

Porrentruy, le 13 décembre 2024

## Communiqué de presse

### Recours partiellement admis

A la suite du recours déposé par un avocat contre la décision de la Chambre jurassienne des avocats le condamnant à une amende disciplinaire de CHF 15'000.-, la Cour administrative a confirmé la violation, par l'avocat, des règles professionnelles auxquelles ce dernier est soumis en vertu de l'art. 12 let. a et c de la loi fédérale sur la libre circulation des avocats (LLCA). Elle a en revanche réduit l'amende à un montant de CHF 5'000.-.

Dans son jugement, la Cour a considéré que l'avocat a violé son devoir de diligence, par le fait d'avoir utilisé un ton et des mots inadéquats, blessants et inutiles dans différents écrits adressés à différentes personnes. L'avocat a par ailleurs formulé des menaces de dénonciation et de plainte pénale pour exercer des « pressions » sur les autorités. Par son comportement, il a troublé la bonne marche de la procédure concernée et le fonctionnement correct des institutions judiciaires au sens large, portant ainsi atteinte à la crédibilité de l'ensemble de la profession. La Cour a également considéré que l'avocat a violé le principe d'interdiction du conflit d'intérêts, en représentant une partie dans une procédure alors que lui-même était coprévenu dans la même procédure. La faute du recourant ne saurait être qualifiée de légère. Bien qu'il n'a pas d'antécédents alors qu'il exerce au barreau depuis 2010 et que les faits qui lui sont reprochés s'inscrivent dans le cadre d'une seule et même procédure, l'avocat a violé ses obligations professionnelles à quatre reprises, sur une période relativement courte. Compte tenu des circonstances et de la situation financière du recourant, une amende d'un montant de CHF 5'000.- est une mesure disciplinaire adéquate.

Un recours au Tribunal fédéral peut encore être interjeté dans les 30 jours contre le jugement cantonal.

*Personne de contact : Sylviane Liniger Odiet, présidente de la Cour administrative, tél : 032 / 420 33 00*

*Annexe : arrêt de la Cour administrative ADM 58 / 2024 du 12 décembre 2024, également disponible sous <http://jurisprudence.jura.ch>*